Les bidonvilles du Bangladesh

dimanche 18 janvier 2009, par BOUCHARD Claude, KHAN Moustapha Quaium, LABERGE Étienne (Date de rédaction antérieure : 30 octobre 2008).

La moitié de la population du Bangladesh vit avec moins d'un dollars par jour. L'avocat Moustapha Quaium Khan représente la Coalition pour les pauvres en milieu urbain. Il se définit comme un défenseur des droits des pauvres auprès des instances politiques. Étienne Laberge et Claude Bouchard l'ont rencontré à Dacca, la capitale du pays

---

Combien y a-t-il de bidonvilles au Bangladesh ?

Seulement à Dacca, on en dénombre 4500 répartis comme suit : 80 % d'entre eux sont situés sur des terrains privés et 20 % sur les terres du gouvernement. Il y a 20 ans, c'était exactement l'inverse. On attribue ce renversement aux évictions successives effectuées par le gouvernement sur les terres occupées. Ces pauvres gens ne retournent pas en campagne lorsqu'on les chasse. C'est pourquoi le nombre de pauvres urbanisés ne diminue pas lorsqu'on détruit leur demeure. Ils restent à Dacca parce qu'ils savent qu'il n'existe aucune issue pour eux en dehors de la ville.

Quels sont les problèmes sociaux rencontrés dans les bidonvilles ?

Les logements sont insalubres et inacceptables. On ne peut même pas imaginer les conditions dans lesquelles ces personnes vivent. Puis, il est impossible d'avoir accès à un système de santé. Quant à l'éducation, les parents illettrés ont beau vouloir que leurs enfants aillent à l'école, il n'existe aucune infrastructure pour les accueillir. L'électricité et l'eau courante font défaut, et si certains ont accès à des installations électriques illégales, ils paient trois fois le prix normal…

Enfin, les habitants des bidonvilles doivent eux-mêmes assurer leur sécurité. La police ne les aide pas. Elle ne considère pas les habitants des bidonvilles comme des êtres dignes de profiter de leurs services. Dans plusieurs cas, la police pratique l'extorsion ou l'intimidation. À tel point qu'il n'existe aucune différence marquée entre un criminel et un policier.

Les habitants des bidonvilles sont loin d'être des criminels. Les problèmes comme la prostitution ou le trafic de drogue viennent de la bonne société. La plupart du temps, les pauvres urbanisés sont manipulés. Un habitant m'a dit qu'on a utilisé sa maison durant son absence pour faire le commerce de stupéfiants. S'il avait refusé, les membres de sa famille risquaient d'être battus, voire tués.

Et la prostitution ?

Les jeunes femmes travaillent généralement dans les usines de textile. Sitôt qu'elles atteignent la puberté, elles deviennent vulnérables. Ce qui veut dire qu'à n'importe quel moment, elles peuvent être victimes d'un viol. Conséquemment, leurs parents tentent de leur offrir une protection. Où qu'elles aillent, on les accompagne afin de ne jamais les laisser seules. Mais un jour ou l'autre, si elles se retrouvent seules, l'innommable peut survenir. Elles comprennent alors qu'elles ont deux

choix : ou bien elles vendent leur corps en échange d'un minimum de sécurité, ou bien elles prennent un montant sur leur maigre salaire, et achètent directement leur protection.

Elles ne peuvent refuser l'une ou l'autre de ces options. Sinon que feront-elles ? Quitter le bidonville ? Pour aller où ? Le même scénario se répétera dans un autre quartier. Elles deviennent alors victimes d'une injustice, et cette injustice leur enlève le droit à la dignité.

Les pauvres sont pourtant une composante indiscutable de l'économie du pays au niveau de l'industrie, de la construction et des transports. Grâce à eux, le produit intérieur brut monte en flèche.

Ils sont notre santé financière, notre capital humain, notre force ! Ils sont tout ça sans qu'on ne leur accorde de droit.

P.-S.

* Publié sur le site d'Alternatives :

http://www.alternatives.ca/article4...